

« examiner » le problème des services publics nationalisés, mais ont trop attendre. Devant les gouvernements, gaziers et électriciens amenés à ouvrir une fois de plus. D'ores et déjà on peut pré-

perturbations apportées à la marine de commerce par des grèves que le gouvernement aurait pu éviter. La situation est en effet on ne peut plus claire. Chacun reconnaît le bien fondé du mécontentement des salariés du secteur public, des promesses leur sont faites de

en 1959 pour la période 1957-1959. De plus, gaziers-électriciens constatent que la revalorisation moyenne des salaires qu'ils ont obtenue depuis 1960 — soit 2,25 % — est sans rapport avec la hausse du coût de la vie depuis deux ans.

Demi-succès d'une vague de protestations :

LA DISCRIMINATION RACIALE RECULE d'une heure et demie

LES Algériens de Paris et de la banlieue ne sont plus contraints, depuis hier, à s'enfermer dans leurs gourbis et leurs chambres d'hôtels surpeuplées, dès 20 h. 30. La préfecture de police a reporté le couvre-feu à 22 heures. Ainsi, sans renoncer à la honteuse restriction de la liberté de circulation appliquée à tout un groupe de population ni à l'intolérable discrimination raciale qu'elle suppose, les pouvoirs publics ont dû au moins consentir à en atténuer la rigueur.

On distingue aisément les raisons de ce recul. D'une part, et en premier lieu, les Algériens ont affirmé leur dignité d'êtres humains en refusant de se plier à l'ukase hypocritement déguisé en « conseils » paternels. On sait assez qu'il y fallait du courage et que nombre d'entre eux ont payé de leur vie ou de leur liberté leur détermination de rester debout sous l'outrage.

De sorte qu'il a pu être reproché au préfet de police, l'impuissance ou il était d'assurer le respect de la mesure qu'il avait prise.

Mais d'autre part une telle mesure ne pouvait pas aller sans soulever une vague de fond en un pays dont elle heurte la tradition et dont la Constitution stipule encore qu'elle assure à tous l'égalité devant la loi sans distinction d'origine de race ou de religion.

On ne reviendra pas sur les innombrables protestations dont nous avons, jour après jour, rendu compte, plus véhémentes et plus nombreuses après le choc provoqué dans l'opinion par la brutalité, la cruauté de la répression après les manifestations du 17 octobre. C'est aussi, durant ce sursaut de la conscience française que le gouvernement a dû rompre.

Ce n'est là cependant qu'un demi-succès. A quelque heure de la nuit qu'il soit fixé le couvre-feu des Algériens est intolérable dans son principe même. Il reste à obtenir qu'il soit levé. Il y va de la réputation de la France dans le monde. Et c'est au surplus, un aspect du combat républicain que d'empêcher le pouvoir de tenir — en cette matière — comme en toute autre — sa propre Constitution pour un chiffon de papier.

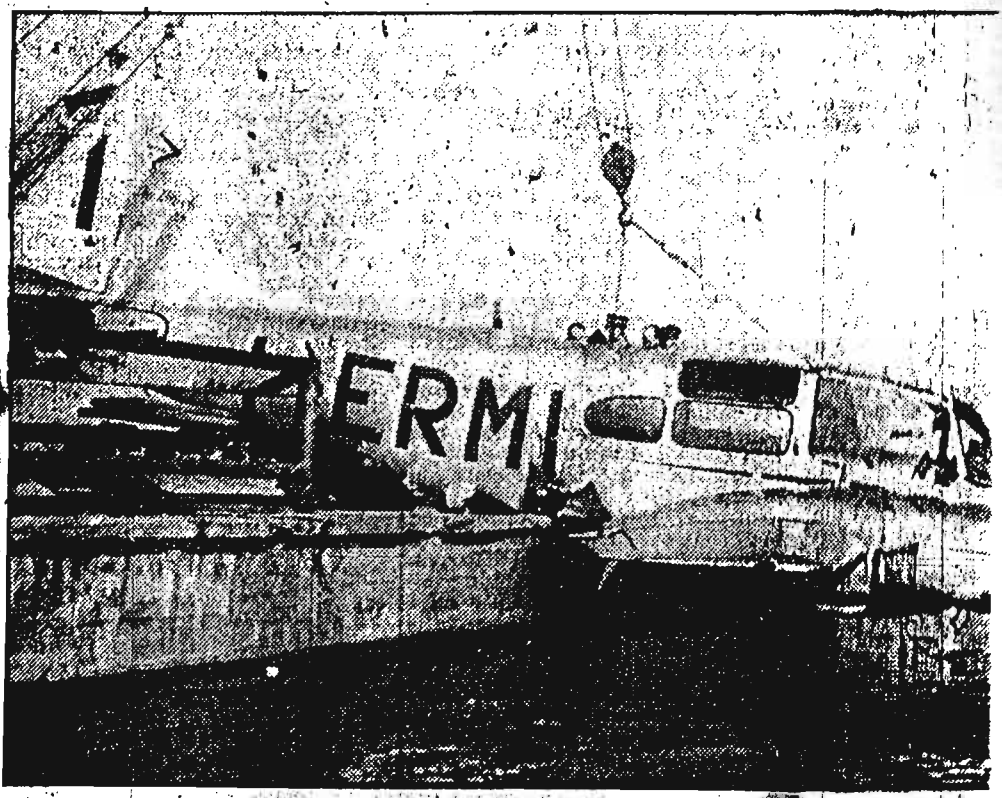
Qu'on ne nous accuse pas de faire bon marché, ce disant, de la vie des policiers exposés aux coups du F.L.N. Nous avons conscience de la défendre bien davantage qu'un préfet de police qui, depuis l'implantation des harkis dans les médinas de Paris, semble s'être ingénié à multiplier les causes de rancune et les motifs de vengeance. Bien mieux

aussi qu'un gouvernement moralement incapable d'expulser du rang de ses serviteurs ceux qui, obéissant parfois à certaines factions, se sont rendus coupables d'actes infâmes et dont le déshonneur pouvait réjaillir sur le corps

tout entier. Certes nous sommes plus soucieux des vies humaines — de toutes les vies humaines — que le pouvoir qui prolonge sans raison une guerre où prolifèrent l'horreur, la perversion, le crime, comme en un bouillon de culture.

Au

Apparemment véhicules avaient pris le feu. L'autre, un appareil italien, a piloté par le capitaine Leman. Les sapeurs ont l'auto, retourné d'un virage et arrêtée par une d'écluse dans vers le canal Macquigny deux occupar

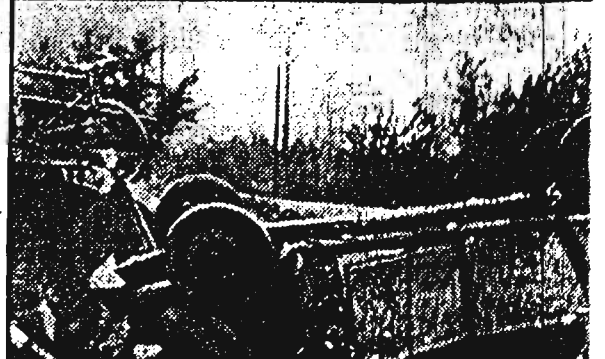


Sports

BASKET

Tournoi international de basket au stade Coubertin. La rencontre vedette opposera ce soir le Real de Madrid au Stade Français.

FOOTBALL



on com-
Allema-
l Edwin
lan amé-
nissionné
er contre
mes qui,
on pays,
serviteurs

NT DE
t permis
n du ra-
13 %
e et de
urre. De
inois du
faisaient
marché
st où les
nière né-
ins ché-

France,
le plus
contem-
à New
ans.

CONCI-
président
laré au
améri-
le Fem-
devrions
s où il
t et c'est
chaud.
même
y faire
ont pas

ER NE-
RICAIN
e ridicu-
is à Al-
— que
appelle
nef zou-
endre à
y rece-
obel de

hui

la faim

uo

Un ancien prisonnier de Dachau condamné à